

La loi sur le hijab en Iran et le contrôle électoral

mercredi 3 juillet 2024, par [AMANI Elahe](#) (Date de rédaction antérieure : 25 juin 2024).

Au milieu du simulacre ou de l'orchestration de l'élection présidentielle en Iran, une sombre réalité s'impose. Des femmes sont violemment arrêtées par la police des mœurs pour avoir refusé de se conformer aux règles du hijab obligatoire ou pour avoir porté un hijab « inapproprié », surnommé « mauvais hijab ». Cette réaction misogyne fait suite au soulèvement historique de 2022 « Woman Life Freedom », mené par des femmes iraniennes. Malgré des sanctions sévères, des femmes courageuses ont persisté dans leur résistance, marquant un tournant dans la lutte contre le hijab obligatoire.

Alors que l'élection présidentielle se poursuit, après le décès d'Ebrahim Raisi, l'examen des opinions des candidats révèle qu'aucun d'entre eux n'est susceptible d'apporter un changement significatif aux droits des femmes et à la liberté de choix vestimentaire. Un seul candidat s'abstient de soutenir ouvertement la répression actuelle. La guerre de l'État contre les femmes ne se limite pas à la répression autour du port obligatoire du hijab. Elle englobe les condamnations judiciaires injustes et les violations des droits des femmes dans les prisons.

L'emprisonnement de Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix, et la lourde peine de 21 ans infligée à Zhina Modares Gorgi, militante kurde des droits des femmes, témoignent de la position inflexible du régime. L'application du hijab obligatoire a atteint un point de non-retour et le gouvernement iranien a déjà perdu la bataille dans la guerre contre les femmes et les filles.

La répression actuelle en Iran, qui fait suite à l'inspirant mouvement Woman Life Freedom, a déclenché une vague de violence et de répression aussi dure qu'on puisse l'imaginer. En réalité, les dirigeants iraniens ont non seulement ignoré les demandes des femmes et des jeunes, mais ils ont aussi réagi avec une brutalité encore plus grande, conformément aux schémas historiques : Lorsque les gouvernements sont confrontés à l'instabilité ou à la faiblesse, ils ont souvent recours à des mesures plus répressives pour garder le contrôle. Les dirigeants iraniens ne font pas exception. La combinaison de la corruption, de la polycrise et du mécontentement populaire a conduit à une répression plus sévère visant à préserver leur emprise sur le pouvoir.

Il y a plus de deux mois, au petit matin du dimanche 14 avril, la République islamique d'Iran a lancé une attaque sans précédent contre Israël, déployant plus de 300 missiles de croisière, missiles balistiques et drones. Il s'agissait du premier engagement militaire direct entre le gouvernement iranien et Israël. Parallèlement à cette escalade militaire, la République islamique a annoncé la mise en œuvre du plan ou de la campagne « Light » ou « Noor », qui vise à intensifier les mesures contre les opposants au hijab obligatoire. Le gouvernement iranien a justifié ce plan comme une réponse aux plaintes des citoyens concernant le nombre croissant de femmes ne portant pas le hijab obligatoire dans les espaces publics. Toutefois, les activistes civil-es et politiques iraniennes suggèrent que le véritable objectif du plan Noor est d'anticiper les protestations et l'opposition potentielles dans le contexte de la vulnérabilité actuelle du gouvernement. Ce plan vise à faire appliquer les lois de la charia islamique et le hijab obligatoire en Iran, qui obligent les femmes à se

couvrir les cheveux et à porter des vêtements modestes, le non-respect de ces règles étant passible d'une réprimande publique, d'une amende ou d'une arrestation. Cette évolution met en évidence l'interaction complexe entre les tensions géopolitiques et les politiques intérieures de l'Iran, ce qui justifie un examen et une analyse plus approfondis de la part des universitaires, des journalistes et des militant·es.

La récente vague de répression à l'encontre des femmes ne respectant pas le hijab obligatoire a ravivé 45 ans d'histoire de répression, de harcèlement et de déni des droits des femmes en raison de leur présence dans les espaces publics, en particulier dans les rues. La campagne Noor, mise en œuvre pour imposer le hijab obligatoire et ignorer la part des femmes dans l'espace public et la sécurité des rues, répète les tentatives précédentes infructueuses depuis l'établissement de la République islamique d'Iran. Le souhait de la majorité de la société iranienne est la liberté de choisir ses vêtements, et le hijab par choix !

Depuis 45 ans, l'histoire de l'imposition du hijab obligatoire et de la résistance contre celui-ci se poursuit. Les sons inquiétants du slogan « soit un foulard, soit un coup sur la tête » sont encore présents dans la mémoire de celles qui ont manifesté lors de la première manifestation contre la République islamique, le 8 mars 1979. Si, avant la révolution de 1979, les femmes étaient victimes de harcèlement et de harcèlement sexuel dans les lieux publics, elles n'étaient pas systématiquement arrêtées, battues et détenues.

Depuis 45 ans, le hijab obligatoire est imposé par le biais de divers plans, notamment le « plan hijab et chasteté » et le « plan de sécurité morale », qui utilisent des outils tels que les camionnettes vertes et les patrouilles Irshad (illumination) pour contrôler les espaces publics et créer un environnement sexué, tendu et peu sûr pour les femmes. Ces plans ont gaspillé des fonds considérables pour créer une atmosphère préjudiciable à la sûreté et à la sécurité, au lieu d'autonomiser et d'améliorer la vie des gens.

Le bien-être mental et physique de la moitié de la société - les femmes et les filles - ne devrait pas être lié au hijab obligatoire. L'histoire nous rappelle que partout où il y a oppression, la lutte est inévitable. Comme l'a poétiquement demandé Langston Hughes, « Qu'advient-il des rêves différés ? Sèchent-ils comme un raisin sec au soleil ? Ou explosent-ils ? »

Le mouvement des femmes iraniennes incarne cette lutte. Elles ont continuellement contesté l'imposition du hijab obligatoire et l'effacement de leur présence dans les espaces publics depuis la création de la République islamique.

La première vague de protestations a éclaté le 8 mars 1979, lorsque les femmes sont descendues dans les rues de plusieurs villes, défiant les tentatives du régime autoritaire de les réduire au silence. Le soulèvement révolutionnaire de 2022, baptisé « Femme, vie, liberté », a été l'aboutissement de décennies de colère et d'aspirations réprimées, les femmes et les jeunes filles réclamant la place qui leur revient dans les espaces publics et dans les rues.

Les jeunes femmes, en particulier, ont joué un rôle central dans cette lutte, en occupant courageusement les espaces publics et en affirmant leur pouvoir face à la répression systémique. Le plan Noor est la dernière itération de cette oppression, visant à imposer le hijab obligatoire et à restreindre l'autonomie des femmes sur leur corps et le choix de leurs vêtements. Toutefois, ce plan a été largement condamné au niveau national et international, des universitaires comme Tahira Taleghani (fille du défunt ayatollah Taleghani) soulignant que le hijab obligatoire porte atteinte à la liberté et à la dignité des femmes. Même certains membres du parlement se sont opposés au projet, reconnaissant son illégalité et sa futilité.

Malgré les efforts du régime pour réprimer la dissidence au moyen de policiers en civil, de caméras de reconnaissance faciale et de charges de sécurité, la volonté de la majorité des Iranien·nes reste inébranlable. Le plan Noor n'a fait qu'exacerber les tensions sociales et les crises, creusant le fossé entre le peuple et le gouvernement.

En réalité, la rue appartient aux citoyen·nes. Les femmes et les jeunes filles, qui constituent la moitié de la société iranienne, exigent leur part d'espace public et de sécurité. Elles recherchent un environnement sûr où leurs droits humains, y compris le port volontaire du hijab, l'égalité des sexes et la justice sociale, sont respectés et protégés par la volonté politique du gouvernement. Aujourd'hui, la rue est devenue une plateforme pour l'action des femmes, qui affirment leur présence de manière créative et innovante, multipliant le courage et plantant des graines d'espoir dans les cœurs.

Comme nous le rappelle Arundhati Roy, « un autre monde n'est pas seulement possible, il est en route. Par temps calme, je peux l'entendre respirer ».

Elahe Amani

P.-S.

- Entre les lignes entre les mots. 29 juin 2024. Traduit avec DeepL.com (version gratuite) : <https://entrelignesentrelismots.wordpress.com/2024/06/29/la-loi-sur-le-hijab-en-iran-et-le-controle-electoral/>

Source :

<https://newpol.org/irans-hijab-law-and-electoral-scrutiny/>

- Elahe Amani est présidente du réseau interculturel des femmes, membre du conseil d'administration de l'Association nationale pour la médiation communautaire, émérite de l'université d'État de Californie et rédactrice en chef de la section féminine du journal mensuel *Peace Mark*, une publication des militant·es des droits humains en Iran (HRA).